

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

VOLET TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS

2018-2019

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

MINISTRE DU TRAVAIL

Général

1. Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2018-2019.
2. Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2018-2019.
3. Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
5. Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
8. Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.
9. Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Indiquer l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.
11. Effectif du ministère du Travail rattaché au Bureau des permis.
12. Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
13. État de situation de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.
14. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2014-2015 qui n'ont pas été reconduits en 2015-2016, en 2016-2017, en 2017-2018 et en 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis.
15. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019.
16. Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2016-2017 et en 2017-2018. Prévisions pour 2018-2019.
17. Liste de tous les conflits de travail en 2016-2017 et en 2017-2018; identifier la chronologie des actions prises dans les différents dossiers.
18. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail.
19. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail.
20. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte de la loi sur les normes du travail. Liste des rencontres et des consultations.
21. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations.

22. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations.
23. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.
24. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum.
25. Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum.
26. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits.
27. Liste des projets ou des activités liés au Plan Nord et à la stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail.
28. Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.
29. Évolution du nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.
30. Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.
31. Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :
 - a. la nature ou l'objet du contrat;
 - b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
 - c. une copie du contrat;
 - d. une copie du résultat;
 - e. le coût du contrat.
32. Liste des projets informatiques depuis 10 ans :
 - a. évolution des coûts pour chacun des dossiers;
 - b. nombre de consultants externes et coûts associés;
 - c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2018-2019), pour l'informatique et les technologies de l'information.
 - d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
33. Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
34. État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
35. Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
36. Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.
37. État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
38. Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.
39. État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976.

40. Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
41. Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail.
42. Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.

Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

43. Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis cinq ans, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.
44. Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des cinq dernières années et de celle en cours.
45. Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des cinq dernières années. Fournir l'objet de la plainte.

Bureau d'évaluation médicale (BEM)

47. Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans.
48. Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis cinq ans et prévisions pour 2018-2019.
49. Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des cinq dernières années.
50. Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant depuis cinq ans, par année financière.
51. Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs depuis cinq ans, par année financière.
52. Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles* depuis cinq ans, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.
53. Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis cinq ans, par année financière.
54. Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis cinq ans, par année financière, et les prévisions pour 2018-2019.
55. Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées depuis cinq ans, par année financière; fournir les prévisions pour 2018-2019.
56. Nombre d'avis demandés par la CNESST, même s'il n'y a pas de contestation, depuis cinq ans, par année financière.
57. État de situation de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail, publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-01

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Volet Travail

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information), pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, s'élèvent à 42,8 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation	Interne	Externe	CSPQ	Total
Ressources internes et externes (continuité et encadrement)	-	41,7 k\$	1,1 k\$	42,8 k\$
Total des dépenses en exploitation	-	41,7 k\$	1,1 k\$	42,8 k\$

SOURCE : DGRFC

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2018-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-02

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Secrétariat du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 11 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-3

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Exposé et statistiques :

Vous référer à l'annexe jointe.

SOURCE : Secrétariat du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 12 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-3 (Annexe)

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
Direction générale des politiques et de la recherche	Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouv. Québec et le gouv. Nouveau-Brunswick sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	Surveiller l'application de l'Entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs et l'accès aux chantiers de construction ainsi que traiter toute autre question pertinente.	Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	\$0	2	MTESS (STRAV)	- MTESS (STRAV) - Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouv. Québec et le gouv. Ontario sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences	Surveiller l'application de l'Entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs et l'accès aux chantiers de construction ainsi que traiter toute autre question pertinente.	Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente. Production d'un rapport quinquennal sur le suivi de l'Entente.	\$0	2	MTESS (STRAV)	- MTESS (STRAV) - Ministère du Travail de l'Ontario
	Comité bipartite de coordination de l'Entente entre Québec et Terre-Neuve et Labrador sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	Suivre l'évolution, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et l'accès aux travaux de construction et traiter de toute autre question pertinente.	Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	\$0	2	MTESS (STRAV)	- MTESS (STRAV) - Ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et-Labrador
	Comité directeur Accès-construction	Visé à lutter contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction. Il est coordonné par le MTESS(STRAV). Il relève d'un comité stratégique qui est coordonné par le ministère des Finances.	Repositionnement du comité; Élaboration d'outils Mise en place d'un extranet, divers projets technologique; Échange d'information visant à lutter contre l'économie souterraine.	\$0	3	MTESS (STRAV)	- MTESS (STRAV) - Revenu Québec - CCQ - RBQ - DPCP - MFQ - CNESST

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés	Assurer la protection des travailleurs temporaires peu spécialisés recrutés à l'étranger par la mise en place de mécanismes d'information et de soutien.	Échange sur les enjeux et rédaction d'états de situation et des avis incluant des recommandations.	\$0	3	MTESS (STRAV)	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (STRAV) - MIDI - MAPAQ - MRIF - CNESST - CDPDJ
	Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum	Revoir la méthodologie de détermination des impacts du salaire minimum, réviser et donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.	Donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.	\$0	5	MTESS (STRAV)	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (STRAV) - MFQ - CNESST - SCF - SCT - MESI
	Comité technique CCQ/RBQ - Kahnawake	Mettre en œuvre l'Entente et permettre aux travailleurs Mohawks d'accéder plus facilement à l'industrie de la construction québécoise.	Rencontres de travail, échange d'information.	\$0	1	SAA	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (STRAV) - SAA - RBQ - CCQ - Mohawk Council of Kahnawà:ke (MCK) - Kahnawà:ke Labor Office (KLO) - Tawatohni'saktha – Kahnawà:ke's Economic Development Commission

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Comité technique Kahnawake - CSST	Voir à la mise en œuvre de l'entente en matière de travail entre le Conseil Mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec concernant la santé et la sécurité du travail.	Identifier les enjeux techniques d'application de l'Entente et négocier des ententes plus précises (administratives) pour permettre la mise en œuvre de l'Entente.	\$500	1	SAA	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (STRAV) - SAA - CNESST - MCK - KLO
	Comité bilatéral pour la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles de l'Entente entre le Québec et la France	Assurer l'application de l'Entente.	Produire un avis consultatif sur les projets d'arrangements de reconnaissance mutuelle et produire un rapport annuel.	\$0	1	MRIF	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (STRAV) - MRIF - Gouvernement français
	Comité conjoint sur la mobilité de la main d'œuvre - Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario	Surveille les progrès vers l'atteinte de la mobilité complète de la main-d'œuvre entre les Parties et la mise en application du chapitre sur la mobilité de la main-d'œuvre.	Rencontre au besoin afin de régler les problèmes de mise en œuvre du chapitre sur la mobilité de la main-d'œuvre.	\$0	1	MESI	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (STRAV) - MESI - Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle de l'Ontario - Ministère du Développement économique et de la Croissance de l'Ontario

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Comité de négociation des ententes de sécurité sociale (CNESS)	Négocier des ententes de sécurité sociale avec différents pays et veiller à leur mise en œuvre.	Les organismes membres du comité négocient et mettent en œuvre les ententes de sécurité sociale.	\$15	1	MRIF	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (STRAV) - MRIF - Retraite Québec - Revenu Québec - MSSS - RAMQ - CNESST
	Comité des mesures d'urgence du 200, chemin Ste-Foy	S'assurer de la sécurité des citoyens présents dans l'édifice, lors d'une mesure d'urgence. Discuter des améliorations à apporter aux procédures des mesures d'urgence. S'assurer du bon fonctionnement	Rencontres au besoin.	\$0	1	MAPAQ	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (STRAV) - MAPAQ - ISQ - CPTAQ - Secrétariat aux aînés
	Comité de travail interministériel concernant le plan d'action concerté de la lutte contre l'intimidation	Élaboration d'un plan d'action contre l'intimidation.	Puisque le plan d'action a été lancé le 18 novembre 2015, les principaux travaux du comité sont des travaux de reddition de comptes relatifs à la mise en œuvre du plan d'action.	\$20	1	MFA	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (STRAV) - MFA - MJQ - SCF - MSSS - MSP - MEES - MIDI - MAMOT - MCE - CNESST - OPHQ

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Comité de travail sur le soutien à la création et la condition socioéconomique des artistes et travailleurs culturels	Identifier les moyens d'améliorer les conditions socioéconomiques des artistes professionnelles et des travailleurs culturels.	Observateurs et participants aux orientations pour le volet norme du travail, rémunération et sécurité sociale.	\$0	1	MCC	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (STRAV) - MIDI - MEES - MRIF - MESI - OPHQ - MFA - SAJ - MFA - MFQ - MSSS - MSP - SHQ - MDDELCC - Ministère du Tourisme - CNESST - MAMOT - MTQ - SQI - MERN - MFFP - MAPAQ
	Comité interministériel de la Politique gouvernementale de prévention en santé	Assure le suivi de la mise en œuvre du plan d'action interministériel.	<ul style="list-style-type: none"> - Partage d'information; - Identifie les opportunités, les risques potentiels et les enjeux stratégiques liés à la mise en œuvre du plan d'action. 	\$20	1	MSSS	<ul style="list-style-type: none"> - MSSS - MTESS (SSAS, STRAV) - MAMOT - MAPAQ - MFA

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
							- MEES - INSPQ - SHQ - MCE - OPHQ - MFQ - MSP - MDDELCC
	Comité interministériel Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre (FAMMO)	Promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre en soutenant les projets des ordres professionnels et des organismes régissant l'accès aux métiers réglementés de la construction et hors-construction.	Analyser et approuver les projets soumis par les ordres professionnels et les organismes.	\$0	2	OPQ	- MTESS (STRAV et SSAS) - OPQ
	Comité interministériel pour la mixité en emploi	Contribuer à la progression de la mixité en emploi incluant la représentation des femmes et des hommes dans les métiers et professions majoritairement masculins et féminins.	Participer à la mise en œuvre des actions pertinentes de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes et de la Stratégie québécoise pour la recherche et l'innovation.	\$80	1	SCF	- MTESS (STRAV) - SCF - MEES - MTQ - MAPAQ - MSSS - MFFP - MDDELCC - MERN - MCC - MCE - MFA

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Comité interministériel relatif à la politique familiale et au Plan d'action concerté en conciliation travail-famille-étude	Production d'une politique et d'un plan d'action sur la conciliation travail-famille.	Élaboration d'une politique et d'un plan d'action sur la conciliation travail-famille.	\$0	3	MFA	<ul style="list-style-type: none"> - MFA - MTESS (CGAP, EQ, STRAV) - MCC - MCE - MEES - MESI - MFQ - MIDI - MSSS - SCF - MAMOT - MIQ - SHQ - MSP - MTMDET - OPHQ - Retraite Québec
	Comité permanent de la politique stratégique sur le travail de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (CPPST - ACALO)	Évaluer les répercussions des politiques et des programmes relatifs au travail et fournir des conseils à ce sujet.	<ul style="list-style-type: none"> - Effectuer des études et réaliser des projets à la demande de l'ACALO; - Évaluer les lacunes que comporte l'élaboration des politiques sur le travail. 	\$0		Gouvernement fédéral	Un représentant par province et territoire et des représentants du gouvernement fédéral

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Comité permanent des affaires internationales du travail de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (CPAIT - ACALO)	Étudier et évaluer les tendances des politiques du travail concernant les accords liés au commerce, à la dimension du travail et autres processus multilatéraux et bilatéraux et la promotion des droits	Le Comité entreprend des études et des projets à la demande de l'ACALO. Il rédige aussi la Stratégie fédérale/provinciale/territoriale sur le Canada et l'OIT.	\$400	1	Gouvernement fédéral	Un représentant par province et territoire et des représentants du gouvernement fédéral
	Comité sur l'embauche régionale de la Côte-Nord	Trouver des solutions afin de répondre aux préoccupations des travailleurs de la construction de la Côte-Nord en lien avec l'embauche régionale en favorisant celle-ci.	Élaboration et mise en œuvre d'un plan d'action et d'un projet pilote.	\$1 000	1	MERN	<ul style="list-style-type: none"> - MERN - MTESS (STRAV et EQ) - Hydro-Québec - CCQ
	Conférence fédérale-provinciale-territoriale sur la statistique du travail	Présentation et échanges entre Statistique Canada et les représentants des provinces et des territoires sur les nouveautés concernant les statistiques portant sur le travail.	Production d'un rapport annuel faisant état des nouveautés concernant les statistiques sur le travail.	\$400	1	Gouvernement fédéral	Un représentant par province et territoire et des représentants du gouvernement fédéral
	Réseau des responsables en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	Regroupe des représentants des ministères et des organismes gouvernementaux et assure la cohérence intergouvernementale entre	Compléter des fiches de reddition de comptes pour les mesures inscrites dans le Plan d'action égalité entre les hommes et les femmes.	\$10	1	SCF	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (STRAV) - SCF - SAA - MAMOT - MFQ - MESI

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
		les projets d'égalité homme-femme.					<ul style="list-style-type: none"> - MERN - MEES - MRIF - MFA - MSSS - MAPAQ - CCQ - SHQ - MTQ
	Réseau interministériel en droit de la personne	Partager l'information concernant les diverses initiatives en matière de droit de la personne.	Une recension des activités effectuées par le MRIF en lien ou non avec le gouvernement fédéral est faite. Des formations sont organisées lors de la rencontre annuelle.	\$15	1	MRIF	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (STRAV et SSSAS) - SAA - MJQ - MSSS - SHQ - MFA - MIDI - MAMOT - MEES - SCF - MSP
	Table centrale de négociation Québec - Kahnawake	Le Secrétariat aux affaires autochtones a mis sur pied cette table afin de travailler avec les Mohawks de Kahanwake en lien avec les engagements gouvernementaux.	Faire le point sur les grands dossiers en cours entre les gouvernements du Québec et les Mohawks de Kahnawake.	\$300	2	SAA	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (STRAV) - SAA - MJQ - MTQ - MESI - MFQ - MSSS - MCK

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Table travail de négociation Québec Kahnawake	Le Secrétariat aux affaires autochtones a mis sur pied cette table afin de travailler avec les Mohawks pour les travaux reliés au domaine du travail à la suite des engagements gouvernementaux.	Conclure les ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et les Mohawks de Kahnawake.	\$400	2	SAA	- MTESS (STRAV) - SAA - MJQ - MCK
Direction générale des relations de travail	Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO) - Groupe de travail de formation	Le Comité se réunit pour créer des formations pour les médiateurs-conciliateurs en relations du travail.	Formation pour les débutants. Formation avancée.	\$730	1	Gouvernement fédéral	Toutes les provinces
	Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO) - sous-comité de relations de travail et de service de médiation	Le Comité se réunit pour discuter de toute question concernant les relations industrielles et le règlement de conflits au Canada.	Divers sujets possibles.	\$730	1	Gouvernement fédéral	Toutes les provinces

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
Sous-ministre associé - Secrétariat du Travail	Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière	Sous la responsabilité du gouvernement fédéral, il s'agit d'une tribune d'échange d'information entre les sous-ministres concernant des questions liées au domaine du travail.	5 sous-comités permanents : Affaires internationales du travail, Politique stratégique sur le travail, Normes du travail, Médiation et conciliation, Santé et sécurité du travail.	\$3 200	2	Gouvernement fédéral	Un représentant par province et territoire et des représentants du gouvernement fédéral
	Comité d'élaboration de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre	Soutenir les autorités du MTESS et le Comité de pilotage et de suivi dans l'élaboration de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre.	Détermination des enjeux, orientations et pistes d'action, préparation d'un document de consultation, tenue de la consultation et préparation des documents officiels sur la Stratégie.	\$0	1	(EQ-CPMT)	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (EQ, STRAV, CPMT) - MAPAQ - MCC - MCE - MEES - MESI - MFA - MFFP - MFQ - MIDI - MSSS - MTO - SCF - CCQ - OPHQ
	Comité des sous-ministres adjoints en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Assurer l'approche concertée en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et la gouvernance des initiatives gouvernementales.	Dépôt des fiches de mesures pour le troisième plan d'action gouvernemental.	\$0	1	MTESS (SSAS)	<ul style="list-style-type: none"> - MTESS (SSAS, STRAV) - MAPAQ - MCC - MCE - MEES

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
							<ul style="list-style-type: none"> - MESI - MFA - MFQ - MIDI - MSSS - MTO - SCF - MAMOT - MIQ - MERN - SHQ - MSP - MDDELCC - MTMDET - Revenu Qué - Retraite Qué - OPHQ
	Table des partenaires intersectoriels de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)	Suivi de la mise en œuvre de la Politique lancée le 5 mars 2018 et suivi de la reddition de comptes effectuée par les partenaires ayant des mesures sous leur responsabilité.	Suivi de la mise en œuvre de la PGPS.	\$0	1	MSSS	<ul style="list-style-type: none"> - MSSS - MTESS (SSAS, STRAV) - MAMOT - MAPAQ - MFA - MEES - INSPQ - SHQ - MCE - OPHQ - MFQ

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
							- MSP - MDDELCC
	Table des SMA relative à la politique familiale et au Plan d'action concerté en conciliation travail-famille-étude (CTFE)	Donner les orientations et assurer le suivi des travaux. Approuver les différents livrables.	Approbation des livrables : documents de consultation, cadre financier, document présentant la politique familiale, stratégie de communication, etc.	\$0	1	Famille	- MFA - MTESS (CGAP, EQ, STRAV) - MCC - MCE - MEES - MESI - MFQ - MIDI - MSSS - SCF - MAMOT - MJQ - SHQ - MSP - MTMDET - OPHQ - Retraite Qué

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Table des SM et SMA dédiée à la lutte contre l'intimidation	La Table assure le suivi du Forum sur la lutte contre l'intimidation et de la mise en œuvre plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation. Elle donne les orientations et encadre les travaux.	Suivi des travaux du comité interministériel et approbation de la reddition de comptes.	\$0	1	Famille	<ul style="list-style-type: none"> - MFA - MJQ - SCF - MSSS - MSP - MEES - MIDI - MAMOT - MCE - MTESS (STRAV) - CNESST - OPHQ

SOURCE : Secrétariat du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 12 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-05

Titre :

Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exposé et statistiques :

Veillez vous référer à la question 7 des renseignements généraux.

SOURCE : Secrétariat du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 11 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-8

Titre :

Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.

Exposé et statistiques :

Seules les associations patronales et syndicales visées par la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20) peuvent obtenir un permis de service de référence de main-d'œuvre.

Les critères d'octroi de permis sont définis par la Loi R-20 et le Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction adopté le 28 novembre 2012. En plus de compléter le formulaire de demande de permis, le demandeur doit produire les documents suivants :

1. l'acte de constitution de l'association, ses règlements et statuts, ainsi qu'un document faisant foi de son affiliation à une association représentative, le cas échéant;
2. une copie certifiée de la résolution autorisant la demande de permis, laquelle doit indiquer tout métier, toute occupation et toute région qu'elle vise;
3. une déclaration assermentée du président de l'association ou de son répondant faisant état de l'existence ou de l'absence de condamnations criminelles ou pénales au cours des cinq années précédant la demande concernant chacun des dirigeants ou représentants de l'association en fonction au moment de la demande et, en cas de condamnation, les documents en attestant;
4. s'il y a lieu, l'association de salariés liée qui demande un permis doit transmettre une entente écrite dans laquelle les deux associations liées confirment leur volonté à l'effet que l'association demanderesse soit celle qui, des deux, sera responsable de la référence de leurs membres concernant tout métier, toute occupation et toute région que vise l'entente;
5. l'ensemble des documents doit être transmis au Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-03-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-09

Titre :

Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Indiquer l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Le Ministère n'a aucun bureau régional pour le volet Travail.

SOURCE : Secrétariat du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 11 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-11

Titre :

Effectifs du Secrétariat du travail rattachés au Bureau des permis.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 14 janvier 2018, quatre employés sont rattachés au Bureau des permis afin d'en assurer ses opérations :

- un directeur (assume également d'autres responsabilités au Secrétariat du travail – STRAV);
- un coordonnateur (assume également d'autres responsabilités au STRAV);
- un professionnel, responsable du Registre des permis de service de référence de main-d'œuvre;
- un enquêteur en matière frauduleuse.

Pour la période du 15 janvier au 31 mars 2018, quatre employés sont rattachés au Bureau des permis afin d'en assurer ses opérations :

- un directeur (assume également d'autres responsabilités au STRAV);
- un coordonnateur (assume également d'autres responsabilités au STRAV);
- un professionnel (assume également d'autres responsabilités au STRAV);
- une enquêteuse principale en matière frauduleuse et responsable du Registre des permis de service de référence de main-d'œuvre.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-03-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-12

Titre :

Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si un permis a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.

Exposé et statistiques :

Le Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction a été édicté le 28 novembre 2012. Le Bureau des permis a reçu les premières demandes au courant de l'année 2013 et a délivré 43 permis d'une durée de trois ans. Au terme de la première période de renouvellement, soit en 2016, tous les permis venant à échéance ont été renouvelés pour une durée équivalente.

À la suite de l'adoption du Règlement modifiant le Règlement sur l'embauche et la mobilité des salariés dans l'industrie de la construction, la région du Nunavik a été ajoutée, le 30 juin 2017, aux fins de la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction. Cette région correspond au territoire situé au nord du 55° parallèle intégré à la région de la Côte-Nord et, dans une moindre mesure, à celle de la Baie-James.

L'ajout de la région du Nunavik nécessitait la modification du permis de chaque association qui, en date du 30 juin 2017, exerçait ses activités dans les régions de la Côte-Nord et de la Baie-James. Les 31 permis visés ont été modifiés à l'initiative du Bureau des permis. Ils sont valides pour une période de trois ans.

LISTE DES MODIFICATIONS DE PERMIS DE SERVICE DE RÉFÉRENCE DE MAIN-D'ŒUVRE DES ASSOCIATIONS SYNDICALES

En date du 31 mars 2018

Modifications effectuées : 31

Permis en vigueur : 43

<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>	<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>
Syndicat québécois de la construction (SQC)	En vigueur / Modifiée	CQPMCI - Local 1929	En vigueur / Modifiée
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	En vigueur / Modifiée	CQPMCI - Local 71	En vigueur
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	En vigueur / Modifiée	CQPMCI - Local 144	En vigueur
CQPMCI - Local 4	En vigueur / Modifiée	CQPMCI - Local 500	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 7	En vigueur	CQPMCI - Local 825	En vigueur
CQPMCI - Local 58	En vigueur / Modifiée	CQPMCI - Local 160	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 134	En vigueur / Modifiée	CQPMCI - Local 761	En vigueur
CQPMCI - Local 271	En vigueur / Modifiée	CQPMCI - Local 380	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 929	En vigueur / Modifiée	FTQ – FIPOE	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 568	En vigueur / Modifiée	FTQ – Local 1	En vigueur
CQPMCI - Local 1604	En vigueur / Modifiée	FTQ – Local 9	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 116	En vigueur / Modifiée	FTQ – Local 99	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 62	En vigueur	FTQ – Local 100	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 527-A	En vigueur	FTQ – Local 135	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 89	En vigueur	FTQ – Local 2016	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 96	En vigueur	FTQ – Local 618	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 101	En vigueur / Modifiée	FTQ – Local 777	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 2182	En vigueur / Modifiée	FTQ – Local 1676	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 711	En vigueur / Modifiée	FTQ – Local 2366	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 905	En vigueur / Modifiée	FTQ – CONSTRUCTION	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 349	En vigueur	FTQ – AMAQ	En vigueur / Modifiée
CQPMCI - Local 1135	En vigueur		

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-03-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-13

Titre :

État de situation de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.

Veillez vous référer à la question RP 57.

SOURCE : Secrétariat du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2018-04-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-14

Titre :

Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2015-2016, qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Secrétariat du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 11 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-15

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses du Ministère.

SOURCE : Secrétariat du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 11 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-16

Titre :

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2016-2017 et en 2017-2018. Prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Secrétariat du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 11 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-17

Titre :

Liste de tous les conflits de travail en 2016-2017 et en 2017-2018; identifier la chronologie des actions prises dans les différents dossiers.

Exposé et statistiques :

Liste de tous les arrêts de travail, du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, dans lesquels une intervention en médiation/conciliation a eu lieu et le nombre de rencontres avec les parties.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Bérubé Chevrolet Cadillac Buick GMC ltée	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève et lock-out	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2016-07-14	10	2016-07-08			
Zinc Électrolytique du Canada limitée	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-01-16	20	2017-02-12	2017-12-03	2017-12-10	Entente conclue en conciliation
Samuel, Fils & Cie ltée	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2017-03-07	4	2017-02-06	2017-05-08	2017-05-08	Entente conclue en conciliation

CSH-HCN Lessee (Notre-Dame) LP	Première convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2016-04-29	10	2016-06-21	2016-07-29 ¹	2017-07-13	Entente conclue en conciliation
							2017-01-26	2017-06-21		
COOPSCO des Laurentides	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-10-01	7	2017-03-08	2017-07-20	2017-11-30	Autres ²
Delastek inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-03-12	27	2015-04-01	2018-03-09	2018-03-12	Autres ³
Gouverneur inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève et Lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2016-06-07	18	2016-12-14 ⁴	2017-04-17	2017-04-17	Entente conclue en conciliation
Boulangerie Canada Bread limité	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Lock-out	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2017-04-03	6	2017-04-01	2017-04-30	2017-05-10	Entente conclue en conciliation
Syndicat de l'enseignement de la région de Québec	Première convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-03-17	4	2017-04-03	2017-04-03	2017-05-17	Entente conclue en conciliation
							2017-04-11	2017-04-11		
Belron Canada	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-02-15	3	2017-05-03	2017-06-18	2017-10-02	Entente conclue en conciliation

¹ Préalablement à cette grève, il y a eu des grèves de courtes durées, les 11, 30 et 31 mai 2016.

² Cette entreprise exploitait la cafétéria du Collège Lionel-Groulx. Elle n'a pas soumissionné pour le nouveau contrat à la rentrée scolaire.

³ Les parties ont convenu de soumettre leur différend à l'arbitrage en vertu de l'article 74 du *Code du travail*.

⁴ Préalablement à ce lock-out, il y a eu des arrêts de travail de quelques heures (9, 16, 21 et 22 septembre 2016) ainsi que des journées entières (28 et 29 septembre et 4 et 5 octobre 2016).

Conseil du trésor (Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec)	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché après l'intervention	2015-05-27	1	2017-05-24 ⁵	2017-06-13	2015-07-30	Entente conclue après la médiation
6485979 Canada inc. (Résidence Soleil)	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2016-01-13	3	2017-05-30	2017-05-30	2017-07-11	Entente conclue en conciliation
							2017-06-18	2017-06-18		
CSH Ste-Marthe inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2016-04-25	16	2017-05-30	2017-06-12	2017-06-20	Entente conclue en conciliation
La compagnie Normand Itée	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2017-05-25	3	2017-05-24	2017-07-06	2017-07-27	Entente conclue en conciliation
Tourbières Lambert inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-04-18	3	2017-06-02	2017-07-17	2017-07-17	Entente conclue en conciliation
Niobec inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-04-28	9	2017-06-06	2017-07-16	2017-08-17	Entente conclue en conciliation
Les Brasseries Sleeman Itée	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2016-11-10	15	2017-06-07	2017-07-23	2017-09-27	Entente conclue en conciliation
Olymel s.e.c. (établissement Anjou)	Première convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-05-08	2	2017-06-19	2017-06-22	2017-10-02	Entente conclue en conciliation

⁵ Préalablement à cette grève, le syndicat en avait déclenché une du 18 au 21 avril 2017 de 41 minutes par jour.

Scotts Canada Ltée	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2017-07-27	0	2017-07-24	2017-07-30	2017-07-30	Entente conclue sans intervention
Tecnikrome Aéronautique inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-07-12	1	2017-07-20	2017-08-06	2017-08-06	Entente conclue en conciliation
Kia Longueuil	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-09-12	4	2017-09-18	2018-03-01	2018-03-01	Entente conclue en conciliation
Société en commandite Les Promenades du Parc	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail terminé lors de la réception de la demande	2017-11-16	7	2017-11-01	2017-11-01	2017-12-08	Entente conclue en conciliation
Cliche Auto Ford (Drouin Automobile Ltée)	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-10-11	4	2017-11-03			
Kennebec Dodge Chrysler inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-10-11	4	2017-11-03			
St-Georges Chevrolet Pontiac Buick	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-10-11	4	2017-11-03			
Drouin et frères	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-10-11	4	2017-11-03			

CIUSS de la Capitale-Nationale	Première convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-02-09	6	2017-11-06	2017-11-20	2017-11-21	Autres ⁶
Résidence de l'Éden de Laval	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-11-07	2	2017-11-22	2017-12-07	2017-12-07	Entente conclue en conciliation
CSH-HCN Lessee (Rive-Sud) LP	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-06-14	7	2017-11-29	2017-11-29	2018-01-19	Entente conclue en conciliation
							2017-12-19	2017-12-21		
Aluminerie de Bécancour ⁷	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-11-22	21	2018-01-11			
Université du Québec en Outaouais (SPUQO)	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-11-02	21	2018-01-17	2018-01-17	2018-03-29	Entente conclue en conciliation
							2018-01-25	2018-01-25		
							2018-01-31	2018-01-31		
Équipement Wajax ⁸	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève/ Lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-11-20	5	2018-02-02	2018-02-18	2018-03-28	Entente conclue en conciliation
Les aliments Multibar inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-09-27	3	2018-02-17	2018-03-15	2018-03-28	Entente conclue en conciliation

⁶ Le 21 novembre 2017, ce dossier a été déféré à l'arbitrage de première convention collective selon l'article 93.1 du Code du travail.

⁷ Cette intervention regroupait trois unités d'accréditation.

⁸ Cette intervention regroupait deux unités d'accréditation.

Moulage sous pression AMT inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2016-11-29	25	2017-05-10	2017-12-06	2017-12-06	Entente conclue en conciliation
Institutionnel et commercial	Renouvellement de la convention collective	Les deux	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-01-27	43	2017-05-24	2017-05-30	2017-11-03	Autres ⁹
Industriel	Renouvellement de la convention collective	Les deux	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-01-27	43	2017-05-24	2017-05-30	2017-11-03	Autres ¹⁰
Génie civil et voirie	Renouvellement de la convention collective	Les deux	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-03-03	24	2017-05-24	2017-05-30	2017-10-06	Entente conclue en médiation
Résidentiel	Renouvellement de la convention collective	Les deux	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-03-03	16	2017-05-24	2017-05-30	2017-10-24	Entente conclue en médiation
Centre de communication santé des capitales	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2016-03-31	24	2016-06-01	2017-08-09	2017-10-10	Entente conclue en conciliation

⁹ Le 12 décembre 2017, la ministre défère le dossier à l'arbitrage en vertu de la loi spéciale. La sentence arbitrale a été rendue le 19 mars 2018.

Corporation d'Urgences-santé (répartiteurs et personnel de soutien)/CSN	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2016-11-09	19	2017-12-19 ¹⁰	2017-12-20		
Coopérative des techniciens ambulanciers du Québec (CTAQ)/ Syndicat des paramédics de la Coopérative des techniciens ambulanciers du Québec (SPCTAQ) division Saguenay	Renouvellement de la convention collective	Autres ¹¹	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2017-10-30	2	2017-06-22	2017-06-26		Entente conclue en médiation
							2017-08-18			
Corporation des services d'ambulance du Québec (CSAQ)/CSN	Renouvellement de la convention collective	Autres	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2017-10-20	4	2017-02-10 ¹²	2018-03-27		Entente conclue en médiation
CSAQ/Fédération des employés du préhospitaliers du Québec (FPHQ)	Renouvellement de la convention collective	Autres	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2017-10-20	2	2017-03-09 ¹³			
CSAQ/FTQ	Renouvellement de la convention collective	Autres	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2017-10-20	4	2017-02-02			Entente conclue en médiation

¹⁰ Dans ce dossier, il y a eu plusieurs grèves de courtes durées, soit les 19 et 20 décembre 2017, le 31 janvier au 2 février 2018 et le 21 au 23 février 2018.

¹¹ Le 18 octobre 2017, le sous-ministre adjoint de la Direction générale du personnel réseau et ministériel, du ministère de la Santé et des Services sociaux demande la nomination de médiateurs pour les dossiers paramédicaux. Ces demandes couvrent 109 conflits dans le secteur des services ambulanciers.

¹² Dans ce dossier, il y a eu plusieurs grèves, soit les 10 au 12 février 2017, le 24 février au 2 mars 2017 et du 16 mars 2017 au 27 mars 2018.

¹³ Dans ce dossier, il y a eu plusieurs grèves, soit du 9 mars au 24 juillet 2017 et à partir du 3 août 2017.

CSAQ/ Travailleurs Ambulanciers syndiqués de Beauce inc. (TASBI)	Renouvellement de la convention collective	Autres	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2017-11-21	3	2017-02-15			Entente conclue en médiation
Coalition québécoise des entreprises ambulancières (Coalition)/CSN	Renouvellement de la convention collective	Autres	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2017-10-20	4	2017-02-21	2018-03-27		Entente conclue en médiation
Coalition/FPHQ	Renouvellement de la convention collective	Autres	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2017-10-20	7	2017-03-09 ¹⁴			
Centre de la petite enfance La Garde- amis	Première convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-04-19	5	2017-05-16	2017-05-16	2017-06-21	Entente conclue en conciliation
Syndicat des travailleuses des centres de la petite enfance de l'Estrie- CSN	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2016-11-17	22	2017-10-30	2017-10-30		
Syndicat des travailleuses des centres de la petite enfance et des	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-04-27 ¹⁵	15		2018-03-13		Entente conclue en conciliation

¹⁴ Dans ce dossier, il y a eu plusieurs grèves, soit du 9 mars au 24 juillet 2017 et à partir du 3 août 2017.

¹⁵ Ce dossier a été assigné à deux médiateurs-conciliateurs différents à des dates différentes.

bureaux coordonnateurs du Saguenay - Lac-Saint-Jean –CSN					2017-07-03	9	2017-03-07 ¹⁶				
Syndicat des travailleurs(euses) en Centre de la petite enfance de l'Outaouais - CSN	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2018-01-30	3	2017-10-30	2017-10-30			
							2018-02-28	2018-02-28			

SOURCE : DGRT – Secrétariat du travail

COLLABORATION : DGRT

VALIDATION : BSMART

DATE : 2018-04-20

¹⁶ Dans ce dossier, préalablement à cette grève, il y en a eu deux de courtes durées, soit le 10 octobre 2017 et du 16 au 19 février 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-18

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail.

Exposé et statistiques :

En 2017-2018, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant de la ministre responsable du Travail.

SOURCE : Direction générale des politiques et de la recherche

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-04-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-19

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail.

Exposé et statistiques :

En 2017-2018, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant une refonte du Code du travail.

SOURCE : Direction des politiques du travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-03-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-20

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte de la loi sur les normes du travail. Liste des rencontres et des consultations.

Exposé et statistiques :

À la suite du Rendez-vous national sur la main-d'œuvre qui a eu lieu les 16 et 17 février 2017, des représentants du cabinet de la ministre responsable du Travail et du Secrétariat du travail ont rencontré des groupes patronaux et syndicaux et des groupes issus du milieu communautaire pour recueillir leurs propositions de modification, dont les groupes suivants :

- Association féminine d'éducation et d'action sociale
- Alliance de l'industrie touristique du Québec
- Association des proches aidants de la Capitale-Nationale
- Association des restaurateurs du Québec
- Au bas de l'échelle
- Conseil canadien du commerce de détail
- Conseil du Patronat du Québec (CPQ)
- Conseil québécois du commerce de détail
- Ordre des conseillers en ressources humaines agréés
- Centrale des syndicats démocratiques
- Confédération des syndicats nationaux
- Centrale des syndicats du Québec
- Centre des travailleuses et travailleurs immigrants
- Coalition famille-travail-études
- Fédération des chambres du commerce du Québec (FCCQ)
- Fédération canadienne des entreprises indépendantes (FCEI)
- Fédération Interdisciplinaire de l'Horticulture Ornementale du Québec
- Force Jeunesse
- Front de défense des non-syndiqués
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
- Ligue de hockey junior majeur du Québec
- Manufacturiers exportateurs du Québec
- Regroupement des aidants naturels du Québec
- Restaurants Canada
- Regroupement d'employeurs ayant déposé un mémoire dans le cadre des consultations pour le projet de loi sur les normes du travail (CPQ, FCCQ, FCEI et Regroupement des jeunes chambres de commerce)

À l'occasion de la présentation du projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail, le 20 mars 2018, le Secrétariat du travail a publié sur son site Web une analyse d'impact réglementaire sur le projet de loi.

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_LNT_2018-03-06.pdf

SOURCE : Direction des politiques du travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-04-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-21

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations.

Exposé et statistiques :

À l'occasion de la présentation du projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail, le 20 mars 2018, le Secrétariat du travail a publié sur son site Web une analyse d'impact réglementaire sur le projet de loi, laquelle contient des informations relatives aux dispositions prévoyant une hausse des congés payés.

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_LNT_2018-03-06.pdf

Pour la liste des groupes rencontrés dans le cadre de la modification de la Loi sur les normes du travail, consulter la réponse à la question RP-20.

SOURCE : Direction de la recherche et de l'innovation en milieu de travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-04-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-22

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations.

Exposé et statistiques :

À l'occasion de la présentation du projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail, le 20 mars 2018, le Secrétariat du travail a publié sur son site Web une analyse d'impact réglementaire sur le projet de loi, laquelle contient des informations relatives aux dispositions concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail.

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_LNT_2018-03-06.pdf

Pour la liste des groupes rencontrés dans le cadre de la modification de la Loi sur les normes du travail, voir la réponse à la question RP 20.

SOURCE : Direction des politiques du travail

COLLABORATION : Direction de la recherche et de l'innovation en milieu de travail

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-04-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-23

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.

Exposé et statistiques :

À l'occasion de la présentation du projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail, le 20 mars 2018, le Secrétariat du travail a publié sur son site Web une analyse d'impact réglementaire sur le projet de loi.

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_LNT_2018-03-06.pdf

SOURCE : Direction des politiques du travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-04-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-24

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum.

Exposé et statistiques :

En 2017-2018, le Secrétariat du Travail a publié sur son site Internet une analyse d'impact réglementaire (AIR) concernant la révision du taux général du salaire minimum (SM).

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_Normes2018.pdf

SOURCE : Direction de la recherche et de l'innovation en milieu de travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-04-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-25

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum.

Exposé et statistiques :

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum fournie dans le cadre de la question RP - 24 prend en compte les différents paramètres sociaux et économiques associés à l'augmentation du salaire minimum.

SOURCE : Direction de la recherche et de l'innovation en milieu de travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-04-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-26

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits.

Exposé et statistiques :

En 2017-2018, le Secrétariat du travail n'a produit aucune étude, analyse, recherche, sondage, scénario ou projection concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits.

SOURCE : Direction de la recherche et de l'innovation en milieu de travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-04-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-27

Titre :

Liste des projets ou des activités liés au Plan Nord et à la stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail.

Aucun projet ou activité liés au Plan Nord ou à la stratégie maritime n'a été financé.

SOURCE : Secrétariat du travail

VALIDATION:

DATE : 2018-04-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Titre :

Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.

**Évolution du personnel régulier
ayant le corps d'emploi conciliateur/médiateur¹**

Conciliateur/médiateur	2017-2018 (au 28 février 2018)
Nombre de conciliateur/médiateur	23
Total de l'effectif régulier	106
Proportion selon l'effectif régulier	21,7 %

¹ Données extraites du SAGIP à la paie 24 du 1^{er} mars 2018 (effectifs en lien d'emploi au 28 février 2018).

Au 28 février 2018, le Ministère, volet Travail, comptait 23 conciliateurs/médiateurs réguliers. Ces derniers représentent 21,7 % de l'effectif régulier au 28 février 2018 (106 employés).

À noter qu'aucun employé occasionnel n'était conciliateur/médiateur au 28 février 2018.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : DGRFC

VALIDATION :

DATE : 2018-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-29

Titre :

Évolution du nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.

	2017-2018 ¹
Médiateurs/conciliateurs²	21
Dossiers traités	667
Dossiers par médiateur/conciliateur	31,76

¹ Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

² Des médiateurs/conciliateurs réguliers occupent par intérim les deux postes de directeurs de la médiation-conciliation, l'un à Québec et l'autre à Montréal (23 – 2). Ils ont été retirés du calcul, car ils interviennent en accompagnement de médiateurs/conciliateurs lors de dossiers complexes.

SOURCE : BSMART – Secrétariat du travail

COLLABORATION : DGRT

VALIDATION : BSMART

DATE : 2018-04-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30

Titre :

Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.

Exposé et statistiques :

En date du 28 février 2018, aucune demande de conciliation n'a été adressée pour la négociation exclusive du régime de retraite en vertu de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.

Il y a présentement 154 dossiers liés à cette loi qui font l'objet d'un suivi.

SOURCE : DGRT-BSMART – Secrétariat du travail

VALIDATION : BSMART

DATE : 2018-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-31

Titre :

Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :

- a. la nature ou l'objet du contrat;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autres);
- c. une copie du contrat;
- d. une copie du résultat ;
- e. le coût du contrat.

Exposé et statistiques :

Veillez référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

SOURCE : DGRFC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-03-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :

Liste des projets informatiques depuis 10 ans :

- a) évolution des coûts pour chacun des dossiers;
- b) nombre de consultants externes et coûts associés;
- c) indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2018-2019), pour l'informatique et les technologies de l'information.
- d) préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques :

Il n'y a eu aucun projet informatique en 2017-2018 au Ministère pour le volet Travail.

SOURCE : Secrétariat du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 12 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-33

Titre :

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

Exposé et statistiques :

À l'occasion de la présentation du projet de loi n° 152, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la commission Charbonneau, le 15 novembre 2017, le Secrétariat du travail a publié sur son site Web une analyse d'impact réglementaire sur le projet de loi (https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_CEIC_Final_2017-11-03.pdf).

En sus de cette analyse d'impact, deux autres documents ont été rendus publics :

- Le projet de loi n° 152, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la commission Charbonneau
<http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-152-41-1.html>
- Le rapport de la Commission de l'économie et du travail – Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 152, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau
<http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/cet/mandats/Mandat-38841/index.html>

SOURCE : Direction des politiques du travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-04-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-34

Titre :

État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

- Le 24 novembre 2015, la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (commission Charbonneau) a rendu public son rapport.
 - Le rapport contient 60 recommandations. Six visent les lois relevant de la ministre responsable du Travail.
- Le 15 novembre 2017, le projet de loi n° 152, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la commission Charbonneau (projet de loi n° 152), a été présenté à l'Assemblée nationale.
- Les 6 et 7 février 2018, la Commission de l'économie et du travail (CET) tenait des consultations particulières sur le projet de loi n° 152. Quinze associations patronales et syndicales et la Commission de la construction du Québec ont participé. La CET a reçu quatorze mémoires.
- Le 22 février 2018, l'Assemblée nationale adoptait le principe du projet de loi n° 152 à l'unanimité.
- Étude détaillée du projet de loi n° 152 : 17 et 18 avril 2018. Une troisième journée est prévue le 3 mai 2018.

SOURCE : Direction des politiques du travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-04-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-35

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Aucune somme particulière n'a été dévolue au cours de l'exercice 2017-2018, autre que celles associées aux ressources internes œuvrant à donner suite aux recommandations contenues dans le rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

SOURCE : Direction des politiques du travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-03-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-36

Titre :

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

Exposé et statistiques :

Voir la réponse à la question RP 37.

SOURCE : Direction des politiques du travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-03-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-37

Titre :

État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Voici un état de situation relatif au suivi du rapport du Comité de vigie :

- Recommandation 1 (poursuite d'une activité de vigie) : la Commission de la construction du Québec (CCQ) effectue une vigie continue du Carnet référence construction (CRC) et produit annuellement un rapport et le Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre effectue annuellement une visite de la grande majorité des titulaires de permis.
- Recommandation 9 (avis d'embauche et mises à pied; comité paritaire d'utilisateurs) : le Forum Service à la clientèle a été mis en place par la CCQ pour toutes discussions visant le CRC et pour traiter les difficultés rencontrées. Un sondage et des groupes de discussion sont également mis en place pour discuter de nouvelles fonctionnalités.
- Recommandation 6 et 7 (disponibilité des salariés) : la CCQ peut désormais fournir aux salariés un historique de référence et les employeurs auxquels ils ont été référés. Elle évaluera la possibilité de modifier administrativement les ratios salariés sans emploi / salariés en emploi dans ses listes de référence.
- Recommandation 8 (avis d'embauche et mises à pied; fonctionnalités du CRC) : la CCQ offre le service personnalisé de deuxième ligne aux employeurs pour les demandes multiples. Plusieurs améliorations visant les fonctionnalités du CRC ont déjà été mises en œuvre, notamment l'optimisation des données disponibles au profil professionnel du travailleur, l'ergonomie du CRC, la facilité d'y enregistrer les données et l'optimisation de l'outil pour les titulaires de permis. La CCQ procédera à une analyse de coûts et de faisabilité concernant le développement de fonctionnalités mobiles. Un sondage et des groupes de discussion ont également été mis en place en 2017 pour discuter de nouvelles fonctionnalités. Les résultats du sondage seront intégrés au Rapport sur le CRC 2017.
- Recommandation 10 (profil professionnel et CV) : le sondage et les groupes de discussion ont également été utiles pour ce type de fonctionnalité. La CCQ a procédé à une optimisation du profil professionnel, surtout les volets expériences de travail, employeurs antérieurs, formations suivies et heures effectuées (24 derniers mois). La possibilité d'ajouter un CV *pro forma* au profil professionnel sera analysée.
- Recommandation 14 et 15 (codes d'éthique) : le Bureau des permis a informé tous les titulaires de permis de la nécessité de désigner un responsable de l'application de leur code d'éthique. Le STRAV poursuivra sa réflexion sur le contenu des codes d'éthiques afin de déterminer si des améliorations peuvent y être apportées.
- Recommandations 3, 4 et 5 (femmes et la discrimination) : le nouveau Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction 2015-2024 (PAEF) est entré en vigueur en 2015 et il semble déjà avoir un impact positif. En effet, la proportion de femmes dans l'industrie à la fin de l'année 2017 est de 1,91 %, comparativement à 1,3 % avant l'entrée en vigueur du PAEF, une augmentation de 47 %.

SOURCE : Direction des politiques du travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-04-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-38

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Aucune somme particulière n'a été dévolue au cours de l'exercice 2017-2018 autres que celles associées aux ressources internes pour assurer le suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

SOURCE : Direction des politiques du travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-03-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-39

Titre :

État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976.

Exposé et statistiques :

Les travaux concernant l'adoption d'un règlement visant l'accessibilité des édifices construits avant 1976 sont sous la responsabilité de la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation depuis octobre 2017.

SOURCE : Direction des politiques du travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-04-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-40

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Exposé et statistiques :

Aucune somme n'a été engagée par le Secrétariat du travail pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

SOURCE : Direction de la recherche et de l'innovation en milieu de travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-04-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-41

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail.

Exposé et statistiques :

Aucune somme n'a été engagée par le Secrétariat du travail pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail.

SOURCE : Direction de la recherche et de l'innovation en milieu de travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-04-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-42

Titre :

Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.

Exposé et statistiques :

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum produite (voir la question RP 24) présente certaines informations sexuées.

Par exemple, elle prend en compte le nombre de femmes qui bénéficieront d'une hausse du salaire minimum, soit 214 300, ce qui correspond à près de 61 % de l'ensemble des salariés directement touchés par la hausse du 1^{er} mai 2018.

Ces salariés bénéficieront d'une augmentation de 4,83 points de pourcentage de leur pouvoir d'achat, ce qui se traduira par une augmentation annuelle de leur revenu disponible variant entre 462 \$ et 979 \$, selon le nombre d'heures travaillées et le type de famille économique.

SOURCE : Direction de la recherche et de l'innovation en milieu de travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 2018-04-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-43

Titre :

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis cinq ans, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.

Exposé et statistiques :

2017-2018

Avis sur la modernisation du régime de santé et la sécurité du travail.

Avis concernant la nomination de membres au Tribunal administratif du travail (sept. 2017)

Avis concernant la nomination de membres au Tribunal administratif du travail (oct. 2017)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat du travail
DATE : 2018-04-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

Titre :

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des cinq dernières années et de celle en cours.

Exposé et statistiques :

2017-2018

Modernisation du *Code d'éthique et de déontologie des membres du CCTM*.

Modification à l'article 3 de la *Politique générale concernant la confection et la gestion de la liste des professionnels de la santé qui acceptent d'agir à titre de membres du BEM*.

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat du travail
DATE : 2018-04-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-45

Titre :

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des cinq dernières années. Fournir l'objet de la plainte.

Exposé et statistiques :

2017-2018

Plaintes traitées : 6

Décisions rendues : 5

Cas en délibéré : 1

Les plaintes traitées avaient pour objet une de ces causes :

- Révision de la décision de l'arbitre
- Règles de compétence et de conduite professionnelle
- Règles de compétence et de conduite professionnelle
- Délai (pour rendre une décision)
- Manque d'impartialité de l'arbitre

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat du travail
DATE : 2018-04-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-47

Titre :

Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans.

Exposé et statistiques :

Liste des dépenses de fonctionnement du BEM pour 2017 (année civile)

Catégories de dépenses	Montants
Services de transport et de communication et autres postes	75 434,00 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 308 510,00 \$
Location de meubles	10 303,00 \$
Location de biens immeubles	428 040,00 \$
Fournitures et équipements	52 317,00 \$
Investissement*	12 574,00 \$
Total	1 887 178,00 \$

*Achat de biens capitalisables.

SOURCE : SBA - Service des budgets d'administration
COLLABORATION : BEM – Bureau d'évaluation médicale
VALIDATION : BSMART
DATE : 2018-04-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-48

Titre :

Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégories d'emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis cinq ans et prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) n'a pas de bureau régional.

SOURCE : SBA - Service des budgets d'administration
COLLABORATION : BEM – Bureau d'évaluation médicale
VALIDATION : BSMART
DATE : 2018-04-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49

Titre :

Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des cinq dernières années.

Exposé et statistiques :

Nombre de dossiers au BEM 2013 à 2017

Année civile	Nombre de dossiers
2017	10 737

DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYENS

Année civile	Délai moyen d'évaluation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2017	56,6	13,3	69,9

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
DATE : 2018-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-50

Titre :

Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant depuis cinq ans, par année financière.

Le Bureau d'évaluation médicale ne dispose pas de données concernant le nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
VALIDATION : BSMART
DATE : 2018-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51

Titre :

Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Nombre d'avis produits au Bureau d'évaluation médicale :

Année financière	CNESST	Employeur	CNESST et employeur	Total
2017-2018**	2 985	7 142	2	10 129

****Note : période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.**

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
VALIDATION : BSMART
DATE : 2018-03-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-52

Titre :

Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnels* depuis cinq ans, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.

Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par médecin et par spécialité.

Période du 1 ^{er} avril 2017 au 28 février 2018*	
Spécialités	Médecins membres du BEM
Anesthésiologie	St-Pierre, Frédéric
	St-Pierre, Jacques
Chirurgie buccale (dentisterie)	Giguère, Michel
Chirurgie générale	Carrier, Jude
	Gosselin, Michel
	Lescelleur, Odette
Chirurgie orthopédique	Arsenault, Sarto
	Beaumont, Pierre
	Benoit, Benoit
	Bolduc, Marie-Ève
	Boubez, Ghassan
	Cloutier, Réjean
	Corriveau, Mario
	Daoud, Hany
	Dehnade, Faramarze
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fournier, Karl
Gagnon, Serge	
Gagnon, Sylvain	
Godbout, Véronique	
Greenfield, Garry	
Grimard, Guy	
Jodoin, Alain	
Labelle, Hubert	
Laflamme, Georges H.	
Larochelle, Pascale	
Lemire, Luc	
Mac, Thien Vu	
Masri, Khalil	

	Morazain, Louis
	Morin, François
	Nault, Théodore
	Ortaaslan, Sevan Grégory
	Paradis, Gaston R.
	Perron, Odette
	Porlier, Jean-Paul
	Sepher-Arae, Arash
	Wiltshire, David G.
Chirurgie plastique	Bourget, Amélie
	Duranceau, Louise
	Léveillé, André
	Pelletier, Johanne
Dentisterie	LaBelle, Hubert R.
	Schwartz, Melvin
Dermatologie	Moreau, Linda
Médecine de famille	Allard, Johanne
	Dalcourt, Jean-Pierre
	Drouin, Denis
	Dupuis, Jean-Luc
	Laberge, Janick
Médecine interne	Patenaude, Jean-Victor
	Nguyen, Diem-Quyen
Médecine physique et réadaptation (physiatrie)	Bazinet, Brigitte
	Parent, René
	Tinawi, Simon
Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan
	Bouvier, Guy
	Cantin, Léo
	Chaalala, Chiraz
	Demers, Jacques
	Malak, Ramez
	McLelland, Hans
	Michaud, Ysabel
	Moumdjian, Robert A.
	Shedid, Daniel
	Yuh, Sung Joo
Neurologie	Aubé, Michel
	Bérubé, Arline
	Bourgeau, Pierre
	Copti, Michel C.
	Masson, Hélène
Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.
	Mathieu-Millaire, Francine
	Robert, Marie-Claude
Oto-Rhino-Laryngologie et chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir
Pneumologie	Beaupré, Alain
Psychiatrie	Benoît, Suzanne
	Calouche, Sonia
	Dumont, Daniel
	Lageix, Philippe

	Leblanc, Jean
	Primeau, François
Urologie	Dessureault, Jean
	Roy, Réjean

Au 28 février 2018, il y a 76 membres au BEM.

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
VALIDATION : BSMART
DATE : 2018-04-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-53

Titre :

Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis cinq ans, par année financière.

Période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018	
Médecins membres du BEM	Nombre
Abboud, Samir	42
Al-Atassi, Borhan	54
Allard, Johanne	0
Arsenault, Sarto	228
Aubé, Michel	0
Bazinet, Brigitte	302
Beaumont, Pierre	277
Beaupré, Alain	10
Benoit, Benoit	0
Benoît, Suzanne	69
Bérubé, Arline	3
Bolduc, Marie-Ève	0
Boubez, Ghassan	105
Bourgeau, Pierre	124
Bourget, Amélie	22
Bouvier, Guy	199
Calouche, Sonia	14
Cantin, Léo	1
Carrier, Jude	8
Chaalala, Chiraz	1
Cloutier, Réjean	303
Copti, Michel C.	30
Corriveau, Mario	40
Dalcourt, Jean-Pierre	137
Daoud, Hany	567
Dehnade, Faramarze	197
Demers, Jacques	328
Desloges, Danielle	459
Dessureault, Jean	5
Drouin, Denis	42
Duchesne, Robert	225
Dufour, Marcel	287
Dumont, Daniel	9
Dupuis, Jean-Luc	0
Duranceau, Louise	214

Fallaha, Michel	325
Fournier, Karl	311
Gagnon, Serge	243
Gagnon, Sylvain	94
Giguère, Michel	15
Godbout, Véronique	45
Gosselin, Michel	23
Greenfield, Garry	287
Grimard, Guy	0
Jodoin, Alain	315
Labelle, Hubert	298
LaBelle, Hubert R.	4
Laberge, Janick	18
Laflamme, Georges H.	78
Lafond, Gilles-P.	3
Lageix, Philippe	5
Laliberté, Richard*	5
Larochelle, Pascale	2
Leblanc, Jean	0
Lescelleur, Odette	0
Lemire, Luc	121
Léveillé, André	231
Mac, Thien Vu	244
Malak, Ramez	154
Masri, Khalil	0
Masson, Hélène	54
Mathieu-Millaire, Francine	26
McLelland, Hans	139
Michaud, Ysabel	142
Morazain, Louis	92
Moreau, Linda	12
Morin, François	86
Moumdjian, Robert A.	45
Nault, Théodore	356
Nguyen, Diem-Quyen	0
Ortaaslan, Sevan Grégory	14
Paradis, Gaston R.	280
Parent, René	240
Patenaude, Jean-Victor	12
Pelletier, Johanne	137
Perron, Odette	146
Porlier, Jean-Paul	47
Primeau, François	0
Racicot, Pierre*	1
Robert, Marie-Claude	0
Roy, Réjean	2
Schwartz, Melvin	4
Sepher-Arae, Arash	508
Shedid, Daniel	465
St-Pierre, Frédéric	0
St-Pierre, Jacques	0
Tinawi, Simon	9

Wiltshire, David G.	189
Yuh, Sung, Joo	0

(*) Les docteurs Laliberté et Racicot n'étaient plus membres du BEM en 2017-2018. Les évaluations médicales des travailleurs ont été faites en mars 2017, mais finalisées et enregistrées au système GDE après le 1^{er} avril 2017.

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
VALIDATION : BSMART
DATE : 2018-04-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-54

Titre :

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis cinq ans, par année financière et les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Année civile	Rémunération	Fonctionnement – Autres dépenses	TOTAL
2017	1 940 452 \$	1 874 604 \$	3 815 056 \$

SOURCE : SBA - Service des budgets d'administration
COLLABORATION : BEM – Bureau d'évaluation médicale
VALIDATION : BSMART
DATE : 2018-03-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-55

Titre :

Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées depuis cinq ans, par année financière ; fournir les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

La direction du BEM ne comptabilise pas les heures travaillées des membres. Le BEM répond aux demandes d'avis transmises par la CNESSST.

1 ^{er} avril 2017 au 28 février 2018	
Spécialités	Nombre de membres par spécialité
Anesthésiologie	2
Chirurgie buccale (dentisterie)	1
Chirurgie générale	3
Chirurgie orthopédique	35
Chirurgie plastique	4
Dentisterie	2
Dermatologie	1
Médecine de famille (omnipraticien)	5
Médecine interne	2
Médecine physique et réadaptation (physiatrie)	3
Neurochirurgie	11
Neurologie	5
Ophthalmologie	3
Oto-rhino-laryngologie/chirurgie cervico-faciale	1
Pneumologie	1
Psychiatrie	6
Urologie	2

Au 28 février 2018, il y a 76 membres au BEM.

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
VALIDATION : BSMART
DATE : 2018-04-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-56

Titre :

Nombre d'avis demandés par la CNESST, même s'il n'y a pas de contestations, depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Année financière	Nombre d'avis demandés par la CNESST	Total d'avis produits
2017-2018**	666 (7 %)	10 129

****Note : période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018**

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
VALIDATION : BSMART
DATE : 2018-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-57

Titre :

État de situation de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
VALIDATION : BSMART
DATE : 2018-04-20